BOUTEFLIKA, BENSALAH, ZIARI, BESSAÏEH, OUYAHIA ET BELKHADEM

Seconde réunion secrète

Abdelaziz Bouteflika a présidé une autre rencontre avec les plus hauts responsables de l'Etat au niveau de la présidence. Elle a eu lieu, avant-hier, lundi, dans l'après-midi, et dans le plus grand secret, avons-nous appris de source bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Y ont pris part le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, le président du Conseil constitutionnel, Boualem Bessaïeh, ainsi que le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Belkhadem. Ce sommet de la haute hiérarchie institutionnelle intervient après celui tenu dans les mêmes conditions entre les mêmes responsables, mercredi puis jeudi dernier. Et, bien entendu, rien n'a filtré publiquement de ce conclave.

Mais leur nature, de même que la proximité dans le temps de ces réunion ne laissent plus de doute quant à l'importance des décisions que s'apprête à prendre Bouteflika. Comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes éditions, Bouteflika prépare une révision constitutionnelle. «Le président prend ainsi l'avis des principaux responsables sur la situation générale du pays, et les implications induites par la nouvelle conjoncture internationale», nous confie notre source. Avant de préciser : «Pour sûr, une révision de la Constitution est à l'ordre du jour. Mais pas dans les formes spectaculaires sur lesquelles on spécule ici ou là. Il s'agira de la révision de quelques articles seulement.» D'ailleurs, cette même révision était annoncée par Bouteflika en 2008 puis en 2009, déjà. «Les changements les plus probables concerneraient un renforcement des prérogatives du Parlement et du Premier ministre.» Le retour également à la limitation des mandats présidentiels ? «Seul le président le sait, pour le moment», se contente de répondre notre source. Une autre question aurait été évoquée lors de ces réunions autour de Bouteflika : «Une éventuelle dissolution de l'Assemblée populaire nationale. Mais ceci dépendra de l'évolution de la situation.»

Ziari, Ouyahia et Belkhadem en conclave nocturne à l'APN

Avant-hier lundi, également, une autre réunion restreinte et secrète s'est tenue dans le bureau du président de l'APN, Abdelaziz Ziari, qui a reçu, jusqu'à une heure tardive, le Premier ministre Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem, le ministre d'Etat représentant personnel du président. Une longue séance de travail a regroupé ces trois hommes «autour de plusieurs questions», nous confie-t-on de bonne source. «Comme le veut le protocole, c'est Ziari, président de l'Assemblée et troisième personnage de l'Etat, qui reçoit. Il s'agit donc d'une séance de travail officielle au sujet de textes législatifs.

Ce qui suffit pour comprendre le caractère urgent de la chose», commente encore notre source, qui croit savoir qu'il «s'agit essentiellement du code communal». Le texte en question, actuellement en débat au niveau de l'Assemblée, a été préparé dans une conjoncture qui n'a plus rien à voir avec celle d'aujourd'hui. «Ce texte, qui prévoit une hégémonie certaine de l'administration sur les élus, ne cadre plus avec le nouveau contexte national et international et doit être impérativement revu et de façon substantielle.»

Selon notre interlocuteur, «les trois hommes se sont, entre autres, penchés sur la meilleure manière de rattraper le coup». Retrait du texte ? Rectificatifs à travers la procédure des amendements ? Une chose est sûre, en tout cas, le code communal, tel qu'envoyé à l'APN, est une copie à revoir.

Report de la réunion du gouvernement

Ahmed Ouyahia a finalement reporté la réunion du gouvernement qui devait se tenir en deux jours, hier et aujourd'hui «à une date ultérieure», selon une source proche du Premier ministère.

«La visite du Premier ministre tunisien, hier à Alger, et qui n'était pas programmée de longue date, a tout chamboulé.

Mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres priorités en ce moment, particulièrement le code communale à rattraper.»

K. A.

MEHRI PROPOSE UN LARGE DÉBAT POUR UN CHANGEMENT RADICAL DU POUVOIR

«Exiger le départ de Bouteflika ne réglera rien»

Abdelhamid Mehri a animé, hier, une conférence de presse au siège national du Front des forces socialistes afin d'expliciter le contenu de la lettre ouverte qu'il a adressée récemment au président de la République. L'ancien secrétaire général du FLN, qui appelle à un large débat pour un changement radical du pouvoir, explique que le départ de Abdelaziz Bouteflika ne réglera rien à la situation politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Un mois après l'avoir rendue publique, Abdelhamid Mehri a rencontré, hier, la presse pour expliciter le contenu de la lettre ouverte qu'il a adressée au président de la République.

Selon l'ancien secrétaire général du Front de libération nationale, la lettre n'a, jusqu'à présent, donné lieu à aucune réaction «apparente». «Pour l'instant, il n'y a eu aucun signe apparent qui démontre la volonté de prendre en compte le contenu de cette lettre dans sa globalité.

Mais sachez que lorsqu'il y aura une réponse, je me chargerai de la rendre publique car cette question ne peut être traitée dans des cercles restreints, ni dans un cadre fermé», a-t-il indiqué lors d'une conférence animée au siège national du FFS. Mehri, qui affirme ne pas avoir été reçu par le président de la République, a rejeté la thèse selon laquelle il sous-traiterait pour le compte de Abdelaziz Bouteflika afin de lui permettre de rester au pouvoir. «Certains disent que cette initiative est en fait une pièce de théâtre dans laquelle Mehri tient le rôle du sauveur de Bouteflika. Je m'oppose à cette thèse. Elle est fausse pour la simple raison que personne, ni Aït Ahmed, ni moi-même n'avons le pouvoir de sauver le régime. D'ailleurs, nous sommes sûrs de couler si nous nous mettons du côté du régime», lancera-t-il sur un ton ironique. Pour lui, le départ de Abdelaziz Bouteflika ne réglera rien à la situation. Mehri cite en exemple le cas de Chadli Bendjedid. «Au début des années 1990, au plus fort des violences politiques, des voix s'élevaient pour dire que le changement passait nécessairement par le départ du président Chadli Bendjedid. Au comité central du Front de libération nationale, nous estimions que le changement politique signifiait l'édification d'institutions fortes à travers des élections locales et nationales. De véritables institutions qui seraient le résultat de véritables élections. Mais au sein du comité central, certains frères disaient que cela ne serait que pure perte de temps et qu'il suffirait que Chadli parte pour que tout s'arrange. Aujourd'hui, certains veulent nous imposer la même thèse en disant que tout s'arrangera si Bouteflika part. Je me base sur mon expérience personnelle pour affirmer que le départ de Bouteflika ne changera rien.» Mehri se dit persuadé que la volonté de changement est aujourd'hui perceptible au sein même du régime. Les récentes annonces de Abdelaziz Belkhadem et de Aboudjerra Soltani, deux responsables de l'Alliance présidentielle, sur une révision de la Constitution sont, d'après lui, des indices concrets. «Il y a différentes appréciations de cette notion de changement. Il est nécessaire d'écouter toutes les parties dans le cadre d'un dialogue national sans aucune exclusion.»

Interrogé sur le rôle de l'institution militaire, notamment de celui du département du renseignement et de la sécurité au sein du régime, Mehri aura la réponse suivante : «Le DRS, ou ce qui est appelé la police politique, n'est qu'une partie du pouvoir. Je préfère ne pas entrer dans le détail de la nature du pouvoir car les parties sont multiples. Moi j'aborde le régime comme une entité globale, avec le président, l'armée et les partis politiques (de l'Alliance). C'est le régime dans sa globalité qui n'est plus apte à gérer les affaires du pays.»

T. H.

NUIT DE BARRICADES À SALEMBIER

Le réveil douloureux du casseur de marches

Samedi 5 mars, des groupes de jeunes, recrutés pour casser du marcheur, montrent les biceps et jouent du couteau à El-Madania (ex-Salembier). Lundi 14 mars, dans la même commune, des barricades sont érigées et des pneus brûlés par des centaines de résidants réclamant un toit. Dure est la réalité quand, passé l'excitation d'un samedi de marche, elle vous rappelle à votre condition de citoyen laissé-pour-compte.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)- A les voir si excités ce fameux samedi 5 mars, usant de l'invective raciste et de la lame pour chasser des manifestants ayant répondu à l'appel de la CNCD, on penserait que les jeunes de Salembier étaient si bien lotis et si bien logés qu'ils se sont sentis le devoir de veiller à ce que personne ne viennent perturber leur quiétude. On ne les penserait pas si mal dans leur existence qu'ils éructeront de colères sourdes dix jours plus tard, dressant, à la nuit tombée, des barricades et brûlant des pneus à couvrir de noir fumée la cité.

Raison de cette colère, cette fois dirigée contre le pouvoir auquel ils ont prêté main-forte lors de la marche réprimée de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie ? Une histoire de relogement.

«Cela fait 20 jours que nous avons sollicité une entrevue avec le wali délégué de Sidi M'hamed pour lui faire part de nos préoccupations mais en vain», ont affirmé les locataires de l'immeuble «El Bahia», les principaux instigateurs et meneurs de la protestation.

Pour eux, il est inconcevable que les autorités procèdent au relogement des occupants des bidonvilles tout en les ignorant, eux qui, au demeurant, se disent légitimement éligibles au relogement. Ils ont accusé le président de l'Assemblée communale de Salembier de tergiverser à solutionner leur problème… à faire peu de cas de leurs revendications. La police, envoyée en renfort sur place, n'est pas intervenue. Elle s'est contentée d'observer.

Certainement pour ne pas envenimer la situation. Mais toujours est-il que les forces de sécurité ne sont pas intervenues pour dégager des espaces publics obstrués par les barricades. Cela étant, la protestation des citoyens de Salembier contre la précarité de leur existence apporte incidemment le démenti de ce que les jeunes qu'on rameute et dresse en rangs de bataille les samedis de marche pour aider à réprimer les manifestations pacifiques de la CNCD sont agités par des mains qui se tapent dans l'ombre. Car il est établi à travers ce qui vient de survenir à Salembier que ce n'est pas de la quiétude de leur quartier que les jeunes sont jaloux. Ils ne sont pas les privilégiés du système que les marcheurs de la CNCD dénoncent et combattent mais que, eux, ont cru bon faire de soutenir.

S. A. I.

Précisions de la DGSN

Suite à l'article paru le 13 mars 2011 dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* page 5, intitulé «Le véhicule de Saïd Sadi et Ali Yahia filé et percuté», faisant état qu'un véhicule de police de marque Polo a percuté le véhicule transportant Saïd Sadi et Ali Yahia Abdennour, à hauteur de la rue Khelifa-Boukhalfa, la DGSN tient à préciser que cet accident matériel a eu lieu, en effet, le 12 mars 2011 à 10h34, à hauteur de la rue Azil-Ali entre le véhicule transportant les deux personnes susnommées et un véhicule de marque Polo appartenant à un particulier. Par conséquent, la DGSN dément catégoriquement l'information rapportée par votre quotidien.